

*Questions orales**[Traduction]*

Mme Copps: Où est votre mère à l'heure présente?

M. Mulroney: Ma mère est à la maison et se dit que son fils le premier ministre et le ministre des Finances accomplissent de l'excellente besogne pour le Canada.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Et elle ajoute: «Quand vous verrez la députée de Hamilton Est, transmettez-lui mes amitiés».

Mme Copps: Je les accepte, à la condition qu'elle remette son chèque de pension de sécurité de la vieillesse.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Le très honorable premier ministre a la parole.

[Français]

M. Mulroney: Monsieur le Président, le chef de l'opposition mentionne deux éléments de dépenses au niveau fédéral: les programmes sociaux et les programmes d'expansion économique régionale. Or, les documents du Budget démontrent clairement que tous les programmes sociaux seront majorés de l'ordre de 5 p. 100 par année durant les cinq prochaines années, tous les programmes sociaux le seront, et les programmes d'expansion économique régionale seront majorés dans les cinq prochaines années de 35 p. 100. Voilà un engagement envers les programmes sociaux et l'expansion économique régionale!

[Traduction]

LES RÉPERCUSSIONS SUR LE PROGRAMME DE
GARDERIES

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le premier ministre parle de sa mère et je suis sûr que c'est une excellente personne. Comment en douter, puisqu'elle a un fils qu'elle seule peut aimer.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Alors qu'il parlait des garderies au cours de la campagne électorale, le premier ministre a déclaré ce qui suit, et je rapporte ses propres paroles:

Nous entendons présenter de nouveau le projet de loi pertinent et l'adopter dès que le Parlement se réunira de nouveau immédiatement après les élections.

Comment le ministre des Finances peut-il concilier cet engagement électoral du premier ministre—non pas une promesse électorale, mais un engagement électoral, pour reprendre les termes du ministre des Finances—avec la décision qu'il a annoncée dans le cadre de l'exposé budgétaire de ne pas débloquer les 4 milliards de dollars de crédits qui devaient servir à créer des garderies? Cette supercherie électorale n'est-elle pas une raison de plus de se débarrasser à la fois du ministre et de son budget?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon très honorable collègue vient de mentionner ma mère. Je sais qu'elle va se sentir gênée mais j'estime de mon devoir de rapporter qu'elle a dit: «Brian, si je n'avais pu avoir un fils comme toi, j'aurais bien aimé en avoir un comme M. Turner.»

Des voix: Bravo!

M. le Président: Le très honorable premier ministre a la parole.

M. Mulroney: Au sujet des garderies, monsieur le Président, nous avons commencé à mettre en oeuvre la stratégie pertinente. Nous avons fait déjà. . . La députée de Hamilton-Est aura beau rigoler, le gouvernement entend débloquer au cours des sept prochaines années 2,3 milliards de dollars de crédits afin d'accroître l'aide fiscale accordée aux familles dont les enfants sont d'âge pré-scolaire ou qui ont des besoins spéciaux. Ces mesures fiscales qui constituent un élément majeur de notre programme de garderies vient en aide chez-nous à 1,4 million de familles économiquement faibles. Le deuxième élément est constitué par un fonds de 100 millions de dollars qui doit servir à favoriser les initiatives spéciales propres à améliorer les services de garderies.

Je dois malheureusement reconnaître qu'en raison de notre situation financière, nous sommes dans l'incapacité pour le moment de mettre en oeuvre la troisième mesure qui visait à accélérer l'aménagement de nouvelles garderies partout au Canada. Cependant, le gouvernement va agir au cours du présent mandat pour atteindre ses objectifs en ce domaine, et je pense que tous les députés regretteront qu'à la fin de la dernière session, les sénateurs libéraux aient assassiné le programme des garderies.

[Français]

LES PROMESSES ÉLECTORALES—LA POSITION DU
PREMIER MINISTRE

M. Jean-Claude Malépart (Laurier—Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre.

Durant la campagne électorale, aucun député conservateur de la Chambre n'a dit aux personnes âgées qu'un certain nombre de personnes seraient obligées de retourner leurs chèques de pension de sécurité de la vieillesse. Durant la campagne électorale, pas plus les frères Bouchard n'ont dit aux familles qu'elles devraient retourner leurs chèques d'allocations familiales.

Ma question au très honorable premier ministre, vu que sa mère est chez lui aujourd'hui, est la suivante: Est-ce qu'il pourrait expliquer à sa mère comment il se fait qu'en présence de sa mère, durant la campagne électorale, il a dit aux yeux de tout le monde: Est-ce que je ferais mal à ma mère? Comment se fait-il qu'en même temps il ait menti une deuxième fois aux personnes âgées en n'avouant pas que 368 000 personnes âgées au Canada